

ARMEMENT, BUSINESS & CIA

L'honorable Frank Carlucci



Le patron du Carlyle Group, Frank Carlucci, est devenu « l'homme qu'il faut rencontrer » à Washington. Il siège, en effet, au conseil d'administration de nombreuses sociétés et influence notablement sur la politique étrangère et de défense des États-Unis. De Kinshasa à la Tanzanie, en passant par le Brésil et le Portugal, il fut impliqué dans plusieurs coups d'État. Il est, aujourd'hui encore, l'alter ego de Donald Rumsfeld avec qui il partagea sa chambre d'étudiant et conduisit toute sa carrière à la CIA, au Conseil National de Sécurité, au Pentagone et dans les affaires.

page 2

**Manger ? Non !
Les Nord
Coréens doivent
lire Adam Smith !**

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Claudia Rosett exhorte avec violence George W. Bush à faire tomber la dictature communiste de Corée du Nord. Peu importent les capacités militaires de Pyongyang, celles bien plus puissantes de l'URSS ne découragèrent pas Reagan. Peu importe aussi la famine, car seul le système économique communiste en est responsable. Les Nord-Coréens n'ont pas besoin qu'on leur offre du riz, mais les œuvres des économistes libertariens. Ils doivent s'intégrer à la démocratie de marché.

page 8

REPÈRE : 12 FÉVRIER 1964

Violence intra-communautaire à Chypre

Depuis dix ans, l'île de Chypre - colonie britannique - est secouée par la guérilla des nationalistes grecs. La minorité turque de l'île a formé ses propres milices avec l'appui britannique, qui pratique la tactique du « diviser pour régner ». Quatre ans après l'indépendance, le 12 février 1964, les milices grecques entreprennent le nettoyage ethnique des quartiers turcs à Nicosie et Limassol, tandis que les milices turques font de même dans les villages du nord. Des milliers de personnes seront assassinées et chassées de leurs maisons pendant la guerre civile qui aboutira à la partition de l'île sous contrôle de l'ONU. À ce déchirement, s'ajoute le rapprochement de la partie grecque avec l'URSS, auquel Henry Kissinger répond en 1974 en faisant renverser Mgr Makarios III et intervenir l'armée turque. Le conflit - qui annonce déjà les guerres du Liban et de Yougoslavie - connaîtra une publicité planétaire entre autres à cause des photos saisissantes du reporter Don McCullin.



PÉTROLE, BUSINESS & POLITIQUE

Thierry Desmarests, le patron de Total-Fina-Elf, souhaite tourner la page des affaires politico-financières et améliorer l'image de son entreprise. Après avoir engagé Bernard Kouchner pour attester que la firme n'a pas utilisé de main d'œuvre servile en Birmanie, il renouvelle l'opération en confiant à Hubert Védrine le soin de recruter d'autres témoins de moralité. Mais il n'est pas certains que ce soit en engageant d'anciens ministres, en France et dans le monde, que Total fasse évoluer son image.

Armement, business & CIA

L'honorable Frank Carlucci

Le patron du Carlyle Group, Frank Carlucci, est devenu « l'homme qu'il faut rencontrer » à Washington. Il siège, en effet, au conseil d'administration de nombreuses sociétés et influe notablement sur la politique étrangère et de défense des États-Unis. De Kinshasa à la Tanzanie, en passant par le Brésil et le Portugal, il fut impliqué dans plusieurs coups d'État. Il est, aujourd'hui encore, l'alter ego de Donald Rumsfeld avec qui il partagea sa chambre d'étudiant et conduisit toute sa carrière à la CIA, au Conseil National de Sécurité, au Pentagone et dans les affaires.



Frank C. Carlucci est né à Scranton, en Pennsylvanie, en 1930, d'un tailleur de pierre immigré d'Italie du sud, avant d'entreprendre des études à l'université de Princeton, où il fait la rencontre du jeune Donald Rumsfeld. Les deux étudiants partagent une chambre de l'internat, pratiquent la lutte ensemble et restent, au terme de leur scolarité, de très proches amis.

Frank Carlucci s'engage ensuite pour deux ans dans l'US Navy, suit quelques cours à la Harvard Business School et rejoint le Département d'État en 1956. Après deux ans en tant que vice-consul et conseiller économique, à Johannesburg (Afrique du sud), et un stage de six mois pour apprendre le

français, il est nommé second secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Léopoldville (Congo-Kinshasa), en 1960.

L'homme des coups tordus

Le pays, qui sera ensuite nommé Zaïre, puis République démocratique du Congo, est en train d'accéder à l'indépendance. Le 27 janvier 1960, les Tables rondes de Bruxelles fixent les termes de l'indépendance, prévue pour le 30 juin. Carlucci arrive sur place en mars. En mai, les élections, sous contrôle belge, portent au pouvoir le président Joseph Kazavubu et le Premier ministre nationaliste patrice Lumumba. On le dit proche de l'Union soviétique, et les États-Unis s'en inquiètent. De plus, le pays est secoué par des violences inter-ethniques exacerbées par l'ancienne puissance coloniale belge. La propre fille de Carlucci est un jour menacée d'une baïonnette, et il sera lui-même poignardé et arrêté après avoir écrasé un cycliste en voiture. Il décide pourtant de rester dans le pays.

Les États-Unis ont en effet encore beaucoup à faire sur place, et largement besoin de Carlucci. Loin de remplir une mission diplomatique, celui-ci est en effet l'homme de la CIA à Kinshasa [1]. Après seulement deux mois de pouvoir, Patrice Lumumba est renversé par le général Mobutu Sese Seko, son successeur désigné par Washington. Mais la menace d'un contre-coup d'État pousse les États-Unis à s'assurer définitivement que Lumumba ne puisse jamais revenir au pouvoir. C'est Frank Carlucci qui est chargé de gagner la confiance du leader nationaliste, tandis que Washington ordonne à Mobutu de l'éliminer. Patrice Lumumba est ainsi arrêté en décembre 1960 par les hommes du dictateur qui le font torturer et assassiner, le 17 janvier 1961, par les rebelles katangais de Moïse Tschombé. On apprendra par la suite que l'ordre venait directement de Dwight Eisenhower [2] et que le roi Baudoin de Belgique avait laissé faire [3].

Il est difficile de déterminer avec certitude le rôle de Frank Carlucci dans ces événements. Mais le sujet reste aujourd'hui brûlant. Raoul Peck, réalisateur d'origine haïtienne, l'a appris à ses dépens. Dans son film *Lumumba*, une fiction historique consacrée au leader congolais, il a inclus un épisode mettant en scène une discussion entre différents protagonistes préparant son assassinat. L'un d'eux n'est autre que Frank Carlucci, qui, interrogé sur la position de Washington, répond : « *Le gouvernement de mon pays n'a pas l'habitude d'interférer dans les affaires démocratiques d'une nation souveraine. Nous respecterons votre décision* ». Lors de la sortie du film aux États-Unis, Frank Carlucci met tout en œuvre pour empêcher la diffusion de cette scène par la chaîne câblée HBO, en menaçant notamment Raoul Peck et sa société de production, Zeitgeist Film. Devant la puissance financière de son contradicteur, le réalisateur haïtien accepte donc de beeper son nom dans le film [4].

Il ne s'agit pas là du seul coup fourré imputé à Carlucci en ces temps de Guerre froide. En 1964, il est nommé premier secrétaire à l'ambassade de Dar es-Salam (Tanganyika et Zanzibar, devenue Tanzanie). Le pays vient d'accéder, lui aussi, à l'indépendance et le président Julius Nyerere le conduit sur la voie du socialisme. Dix-huit mois plus tard, des officiers se mutinent. Frank Carlucci, accusé d'organiser le renversement de Nyerere, est déclaré *persona non grata* et expulsé [5]. Il est impossible de savoir aujourd'hui ce qui lui était

précisément reproché. D'autant que, lors de l'audition de confirmation par le Sénat de Carlucci à la sous-direction de la CIA, les discussions se poursuivirent à huis-clos dès que les questions abordèrent la Tanzanie [6].

En avril 1964, l'attaché militaire états-unien au Brésil, Vernon Walters, organise le renversement du président João Marques Goulart par le maréchal Castelo Branco. Frank Carlucci est envoyé en renfort pour superviser l'établissement de la dictature militaire et l'assassinat des dirigeants de l'opposition par des escadrons de la mort. Il ne fait plus mystère, à ce moment, de représenter la CIA.

De 1969 à 1974, Carlucci est affecté à Washington dans diverses administrations. D'abord au Bureau des opportunités économiques (OEO) de la Maison-Blanche. À la demande du président Nixon, son ami Donald Rumsfeld vient d'en prendre la direction en démissionnant de la Chambre des représentants [7], il en devient l'adjoint. Puis Carlucci est nommé sous-directeur du Bureau du personnel et du budget (OMB) lorsque Rumsfeld est chargé du Programme de stabilisation économique [8]. Il travaille alors sous l'autorité de Caspar Weinberger, qu'il suit, en 1973, au département de la Santé de l'Éducation et du Bien-être, mais conserve des liens avec Donald Rumsfeld qui quitte Washington pour devenir ambassadeur à l'OTAN.

En 1974, Henry Kissinger s'inquiète de l'évolution du Portugal. De jeunes officiers viennent de libérer le pays de la dictature de Salazar au cours de la « révolution des œillets ». Le pouvoir glisse lentement vers l'extrême gauche du gouvernement militaire. Or, le Portugal, avec notamment les Açores, est indispensable à l'OTAN. Le général Vernon Walters, devenu sous-directeur de la CIA, met en évidence l'incapacité de l'ambassadeur des Etats-Unis à Lisbonne à s'opposer au danger. Avec Donald Rumsfeld, devenu directeur de cabinet du président Gerald Ford, il convainc Kissinger de choisir Frank Carlucci pour reprendre la situation en main et le fait nommer nouvel ambassadeur à Lisbonne. Il s'adjoint immédiatement ses anciens collaborateurs de la CIA au Brésil et fait même venir 80 agents des services brésiliens. L'opération est déjouée in extremis par le gouvernement portugais. À la radio nationale, Otelo Saraiva de Carvalho, leader historique de la révolution, enjoint l'ambassadeur US à quitter le pays au plus vite [9].

La consécration

Sa carrière d'homme de l'ombre est finalement couronnée, en 1978, lorsqu'il est nommé sous-directeur de la CIA par le président Jimmy Carter et placé sous l'autorité de l'amiral Stanfield Turner. Leur mission est d'assainir les pratiques de l'Agence. À ce titre, Carlucci met en œuvre d'importantes coupes budgétaires au grand dam des sénateurs républicains. Mais il s'applique plus à masquer les turpitudes de l'Agence qu'à y mettre fin : il met en place une législation limitative en matière de déclassification de documents publics et fait voter une loi exclusivement destinée à sanctionner l'ex-agent Philip Agee qui révèle les coups tordus dans son magazine *Covert Action Quarterly*. Les interventions secrètes continuent donc, avec un secret mieux protégé dans la durée. Ainsi, il aurait personnellement supervisé les tentatives de manipulation des Brigades rouges en Italie et l'élimination du leader démocrate-chrétien Aldo Moro

favorable à une participation des communistes au gouvernement [10]. Il se fourvoie dans une opération de sabotage au Sud Yémen, en définitive interdite par l'amiral Turner [11]

En 1981, Le président Ronald Reagan nomme Caspar Weinberger secrétaire à la défense. Il appelle Frank Carlucci à ses côtés, malgré l'opposition de certains républicains qui lui reprochent d'avoir servi dans l'administration démocrate de Carter. Ensemble, il s'appliquent à développer les budgets du pentagone et à rationaliser les achats. Carlucci prend à ses côtés un brillant assistant militaire, Colin L. Powell.

En 1982, Carlucci abandonne ses activités politiques pour le monde des affaires, et rejoint une société de commerce international, le Sears World Trade (SWT), une filiale du leader de la grande distribution, Sears-Roebuck. Étrangement, la société d'import-export se met alors à embaucher des personnalités républicaines comme Curtis Hessler, ancien sous-secrétaire au Trésor, ou Alan Woods, ancien sous-secrétaire à la Défense, tandis que Donald Rumsfeld (qui vient de rejoindre l'industrie pharmaceutique après avoir précédé Weinberger au Pentagone) entre au conseil d'administration. En fait, SWT dispose elle-même d'une filiale, International Planning and Analysis Center (IPAC), qui se consacre au négoce en armement [12]. Dans l'ombre, SWT joue un rôle de conseil auprès des autorités états-uniennes et canadiennes pour l'achat et la vente de missiles anti-aériens, de radars, de jets et d'autres équipements militaires, en s'appuyant sur un think tank, le Hudson Institute. Le magazine *Fortune* assure que SWT est devenu un paravent de la CIA [13]. SWT n'est pas loin lorsque son administrateur, Donald Rumsfeld, envoyé spécial du président Reagan, se rend à Bagdad pour vendre des armes chimiques à Saddam Hussein pour combattre l'Iran des mollahs.

En un temps record, Frank Carlucci a utilisé ses relations politiques pour acquérir une étonnante fortune privée [14], tandis que Sears a perdu 60 millions de dollars. Il touchait un salaire annuel de 200 000 dollars, auquel se sont ajoutées diverses commissions, et 735 000 dollars de prime de départ. Un schéma qui préfigure ce que sera le Carlyle Group.

En 1987, en plein scandale de l'Irangate, le président Reagan son conseiller national de sécurité, l'amiral John Pointdexter, totalement carbonisé [15], et choisit Frank Carlucci pour le remplacer. Il engage ses amis au Conseil national de sécurité, notamment le général Colin L. Powell, Robert B. Oakley (spécialiste du terrorisme et ancien camarade d'études à Princetown), ou encore le colonel Grant Green (qui travailla avec lui aussi bien au pentagone qu'à SWT). Quelques mois plus tard, l'Irangate se prolongeant, Reagan sacrifie son secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, et choisit Carlucci pour lui succéder, tandis que Powell devient conseiller national de sécurité. Reagan vient de lancer la « guerre des étoiles ». Au Pentagone, Carlucci augmente les crédits de recherche et s'oppose aux traités de désarmement avec l'Union soviétique.

Joindre l'utile à l'agréable

C'est à l'issue de ce mandat que Frank Carlucci est recruté par le Carlyle Group dont il devient le directeur [16]. Le lecteur se rapportera à notre enquête, [Le](#)

Carlyle Group, une affaire d'initiés, pour cette période. La société de gestion de portefeuilles engage une kyrielle de personnalités politiques, du monde entier, et réalise des profits ahurissants. Elle gère 13 milliards de dollars et investit dans le domaine des médias et de l'armement jusqu'à devenir le 11e fournisseur du Pentagone. Lorsque l'ami Rumsfeld revient au Pentagone, cette fois comme secrétaire à la Défense de George W. Bush, il ne manque pas de débloquer le projet Crusader. Ce blindé, sensé remplacer le Paladin, avait été abandonné par les militaires qui le considèrent comme inadapté aux combats du futur. C'est pourtant au nom de la modernisation de l'artillerie que ce coûteux programme, entièrement aux mains du Carlyle Group, est réactivé [17].

Frank Carlucci devient incontournable. C'est l'homme qu'il faut voir à Washington [18]. Il est vrai qu'on se l'arrache dans les conseils d'administration : à la Rand Corporation, à Neurogen Corporation, à Kaman Corporation à Texas Biotechnology Corporation, à United Defense Industries Inc, au Unites States Military Cancer Institute ou encore à l'Academy of Diplomacy.

Entre autres activités, Frank Carlucci, qui s'était déjà introduit en Corée du Sud grâce au révérend Moon, a eu le temps de présider la Chambre de commerce taiwano-états-unienne, tout en négociant un contrat de téléphonie mobile de 400 millions de dollars avec le président de Chine continentale, Jiang Zeming. Il s'active pour calmer les néo-conservateurs, toujours prêts à guerroyer contre la Corée du Nord. Mais, il attise les passions entre les deux Chine, juste ce qu'il faut pour relancer la course aux armements. Ainsi il a organisé une rencontre au sommet entre Paul Wolfowitz et son homologue taiwanais, Tang Yao-Ming, et un séminaire de trois jours pour vendeurs et acheteurs [19].

Décidément, quel délice de joindre la politique et les affaires.

Thierry Meysan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Cf. « Frank Carlucci : Diplomat, Businessman, Spy. » par Louis Wolf et William Vornberger, in *Covert Action Quarterly* n°27, printemps 1987

[2] Cf. Le témoignage de Robert H. Johnson devant la Commission sénatoriale présidée par Frank Church. Et « **Eisenhower ordered Congo Killing** », par Alex Duval Smith, *The Independant*, 14 août 2000.

[3] Voir sur notre site les **Conclusions de la Commission d'enquête Parlementaire visant à déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci** rendues par la Chambre des Représentants de Belgique en novembre 2001.

[4] « **Carlucci Can't Hide His Role in 'Lumumba'** » par Lucy Komisar, in *Pacific News Service*, 14 février 2002.

[5] Pour le détail de l'opération contre le Zanzibar, qualifié de « Cuba africain », on consultera : *Revolution in Zanzibar, An American's Cold War Tale* par Don Petterson (Westview Press, 2002)

[6] *Confirmation hearing of Frank Carlucci III to be Deputy Director of Central intelligence Agency*, Senate Select Committee on Intelligence, 27 janvier 1978.

[7] Donald Rumsfeld fut député de l'Illinois de 1962 à 1969.

[8] Fred Malek, qui rejoindra ultérieurement le Carlyle Group, lui succèdera à cette fonction.

[9] Cf. *L'Orchestre noir* par Frédéric Laurent (Stock, 1978).

[10] À l'initiative d'Aldo Moro, six partis politiques, dont les communistes, avaient formé un « arc constitutionnel » et signé un programme commun de gouvernement.

[11] « Carlucci Launched CIA Operation in Yemen That Collapsed » par Bob Woodward, in *Washington Post* du 4 décembre 1986.

[12] « Sears Tries New Role as Wheelers-Dealers in World Trade » par Stuart Auerback, in *Washington Post* du 9 avril 1984.

[13] Cité par Tim Shorrock, « Company Man » in *The Nation* du 14 mars 2002.

[14] Cf. « Contracting Conducted Over Golden Safety Net » par Rick Atkinson et Fred Hiatt, in *Washington Post* du 31 mars 1985.

[15] L'amiral Pointdexter est condamné à six ans d'emprisonnement.

[16] *The Iron Triangle - Inside the Secret World of the Carlyle Group*, par Dan Briody, Wiley, 2003.

[17] « Bush Billions Will Revive Cold War Army » par Julian Borger, in *The Guardian* du 6 février 2002.

[18] « Who's the man to see in Washington ? », in *Chicago Sun-Times* du 5 mai 2003.

[19] Voir l'enquête de Tim Shorrock dans *Asia Times* des 19 et 20 mars 2002 : « US-Taiwan : The guiding hand of Frank Carlucci » et « Carlyle's tentacles embrace Asia ».

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Manger ? Non ! Les Nord Coréens doivent lire Adam Smith !

Analyse

Les « messagers de l'Amérique » multiplient les interventions pour créditer le mythe du péril islamique et celui du sauveur états-unien, malgré le discrédit international de l'administration Bush.

Ainsi, le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a prononcé un important discours à l'occasion de la 40e conférence de Munich sur la sécurité dont *The Independent* reproduit un extrait. Il y valide la rhétorique du complot Al Qaïda tout en récusant le recours aux seules solutions militaires. Sur le même modèle, l'ancien Premier ministre français, Michel Rocard, aujourd'hui proche de George Soros, publie une lettre ouverte aux candidats démocrates états-uniens dans... le *Taipei Times*. Sous une forme indirecte, il s'agit de convaincre les Taiwanais que le leadership US sur le monde est légitime au regard de l'Histoire et souhaitable face au péril islamique. La mauvaise image de l'équipe Bush devrait être vite oubliée après la victoire des démocrates.

Michael McFaul de la National Endowment for Democracy tente de rassurer les lecteurs du *Moscow Times*. Les États-Unis déplorent l'évolution autoritaire du régime de Vladimir V. Poutine, mais n'ont pas l'intention d'intervenir, ni par des actions secrètes, ni par un soutien à l'opposition.

On ne peut être partout à la fois. Les faucons ont en effet d'autres priorités : l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord.

Kavéh Mohsèni, porte-parole de la Troisième force, dénonce dans *Le Figaro* la complaisance des dirigeants français avec la dictature des mollahs et révèle être

à l'origine d'un récent reportage diffusé par France 2. Il préconise un référendum en Iran pour permettre à la population de changer de régime. Dans le *Wall Street Journal*, Claudia Rosett exhorte avec violence George W. Bush à faire tomber la dictature communiste de Corée du Nord. Peu importent les capacités militaires de Pyongyang, celles bien plus puissantes de l'URSS ne découragèrent pas Reagan. Peu importe aussi la famine, car seul le système économique communiste en est responsable. Les Nord-Coréens n'ont pas besoin qu'on leur offre du riz, mais les œuvres des grands économistes libertariens. Ils doivent être libérés et s'intégrer à la démocratie de marché.

Le propagandiste des faucons, Daniel Pipes, s'en prend à nouveau à Ariel Sharon dans le *Jerusalem Post*. Il accuse le Premier ministre israélien de trahir ses engagements en envisageant un retrait de certains colons. Pour les ultras, il s'agit bien d'affirmer la souveraineté d'Israël sur les colonies malgré la discontinuité territoriale actuelle.

Dans l'*International Herald Tribune*, Yossi Beilin, co-négociateur de l'Accord de Genève, est tout aussi mécontent, mais pour une autre raison : le caractère unilatéral de la décision discrédite toute forme de négociation.

Réseau Voltaire

Joschka Fischer



Joschka Fischer est ministre vert allemand des Affaires étrangères.

« Une réponse uniquement militaire ne permettra pas la victoire dans la guerre au terrorisme »

Source : The Independent

Référence : « A military response alone will not win war on terror », par Joschka Fischer, *The Independent*, 11 février 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé lors de la quarantième conférence sur les politiques de sécurité de Munich. On en trouvera le texte intégral en français dans notre rubrique Fil diplomatique.

Il est de plus en plus évident que la crise en Irak ne sera pas résolue sans un processus de réforme à long terme de toute la région. Suite au 11 septembre, malgré la controverse sur l'Irak, l'Europe, les États-Unis et le Proche-Orient lui-même ont adopté le même point de vue : le Proche-Orient ne peut pas demeurer plus longtemps dans le *statu quo*.

Le Proche Orient est l'épicentre de la plus grande menace pour notre sécurité régionale et globale au début de ce siècle : le terrorisme jihadiste et son idéologie totalitaire. Nous ne pouvons pas faire face à cette menace par les seuls moyens militaires et la réponse ne doit pas venir du seul Occident. Nous perdrons si nous adoptons un discours paternaliste, nous ne réussirons que par la coopération et en ne nous laissant pas entraîner dans le choc des civilisations.

Michel Rocard



Michel Rocard est ancien Premier ministre socialiste français (1989-1991). Il est président de la commission de la culture au Parlement européen.

« Une lettre ouverte aux candidats démocrates états-uniens »

Source : Taipei Times

Référence : « An open letter to US Democratic candidates », par Michel Rocard, *Taipei Times*, 11 février 2004.

Dans moins de trois mois, nous saurons lequel d'entre vous affrontera **George W. Bush**, mais pour l'instant je m'adresse à tous et j'espère que vous et vos conseillers entendrez ce message.

Je soupçonne que vous pensez que le monde est de plus en plus anti-américain, mais ce n'est pas totalement vrai. La prééminence globale des États-Unis est politiquement et militairement incontestable. Dans le domaine culturel, il existe trois entités qui postulent à cette prééminence : la Chine, le monde musulman et l'Occident. Comme l'Europe a été assez stupide pour s'autodétruire durant deux Guerre mondiales, la représentation de l'Occident pour la prééminence mondiale vous appartient, à vous Américains.

Le fait qu'une administration élue imparfaitement utilise cette prééminence d'une façon dangereuse ne nous fait pas changer d'avis, nous l'écrasante majorité des citoyens du monde : seule une vraie démocratie est capable d'occuper cette position dominante. Face aux autres concurrents, nous sommes tous pro-américains.

Toutefois l'administration Bush nous effraie car son concept de frappes préventives alimente le choc des civilisations qui était prédit il y a une décennie. La foi musulmane compte un milliard d'hommes et de femmes. Seuls 5 % d'entre eux ont déclaré la guerre à notre civilisation et sont prêts à commettre des meurtres pour mettre fin à la domination occidentale, mais les 95 % restant veulent seulement vivre en paix et mettre fin à l'humiliation de l'islam en soutenant la démocratie et le développement dans le monde musulman. Le terrorisme doit être combattu en séparant ces deux parties du monde musulman.

Les choses vont mal dans le monde et les États-Unis ne peuvent pas résoudre les problèmes seuls. Malheureusement, l'administration Bush s'est retirée de toutes les grandes négociations globales et aujourd'hui, l'Amérique se désintéresse du reste du monde. Pourtant, si les choses empiraient dans le reste du monde, cela vous affecterait. Le monde veut la paix et c'est pourquoi le candidat démocrate sera soutenu par des milliards de personnes dans le monde. Bonne chance.

Michael Mac Faul



Michael Mac Faul est professeur de sciences politiques à l'université de Stanford (où il travailla avec Condoleezza Rice), membre de la Carnegie Endowment for International Peace, de la Hoover Institution et de la National Endowment for Democracy. Il est également consultant pour de nombreuses compagnies et agences gouvernementales américaines. Il est coauteur de *Popular Choice and Managed Democracy : The Russian Elections of 1999 and 2000*.

« Des relations stables et stagnantes »

Source : Moscow Times

Référence : « Stable and Stagnant Relations », par Michael McFaul, *Moscow Times*, 11 février 2004.

Le débat sur les évolutions de la démocratie en Russie aux États-Unis durent depuis de longues années, mais il a été relancé par les mesures antidémocratiques adoptées depuis trois ans, l'**arrestation de Mikhaïl Khodorkovsky** et les élections de décembre jugées injustes par l'OSCE. Ces évènements ont provoqué l'inquiétude de **Condoleezza Rice** et de **Colin Powell**. Beaucoup dans le monde des affaires états-unien continuent de penser que **Vladimir Poutine** est une force positive pour la réforme politique et économique du pays, mais ceux qui soutiennent son action politiques sont de moins en moins nombreux. À Washington, l'opinion se divise entre ceux qui pensent que Poutine brise le processus de démocratisation qui avait permis un rapprochement avec l'Occident et qu'il faut exprimer son désaccord vis-à-vis de sa politique, et ceux qui pensent qu'il est dans la continuité d'Eltsine et qu'on peut faire affaire avec une autocratie.

Il semble, quoi qu'il en pense, que **George W. Bush** soit d'accord avec les seconds puisque, dans son **discours->** de la **National Endowment for Democracy**, il n'a pas cité la Russie dans la liste des pays où les États-Unis devaient défendre le démocratie et la liberté. Cela est sans doute la conséquence de l'aide de la Russie dans la guerre au terrorisme. La guerre au terrorisme implique cependant également que les États-Unis ne vont pas développer leurs relations avec la Russie car ils sont occupés ailleurs. Cela n'empêche pas certains à Moscou de croire que les États-Unis veulent développer leur influence dans les anciens pays soviétiques alors que ces pays intéressent peu Washington hors des périodes de crise.

En fait, jusqu'aux élections aux États-Unis et compte tenu des tendances autoritaires de Poutine, l'alliance entre les États-Unis et la Russie longtemps évoquée est morte et les relations n'évolueront plus, ni en bien, ni en mal.

Kavéh Mohséni

Kavéh Mohséni est responsable de la section française du Comité de coordination du mouvement estudiantin pour la démocratie en Iran..

« La démocratie à Téhéran, un rêve d'étudiants ? »

Source : Le Figaro

Référence : « La démocratie à Téhéran, un rêve d'étudiants ? », par Kavéh Mohséni, *Le Figaro*, 11 février 2004.

L'Iran a une image complexe en France et les nouvelles en provenance de ce pays ajoutent à la confusion de l'opinion française plus qu'elles n'informent. Aujourd'hui en France, à droite comme à gauche, on a une image erronée d'un pays où la situation s'améliorerait, d'une « démocratie islamique » selon Jacques Barrot. Le 15 janvier, le reportage *Voyage au pays des mollahs* du magazine *Envoyé spécial* a été notre droit de réponse en montrant la cruauté du régime, l'échec du « dialogue » de la France et le discrédit des réformateurs. Ce documentaire a malheureusement été zappé par la plupart des commentateurs qui continuent de soutenir Khatami, pourtant désavoué par la population qu'il a trompée. La vraie chance pour l'Iran vient de la « Troisième Force », née du mouvement estudiantin et qui s'est enracinée dans le pays. En continuant à soutenir les réformateurs, la France et l'Union européenne se discréditent en Iran.

Notre mouvement veut une démocratie laïque et a pour objectif de parvenir à un référendum sous l'égide de l'ONU grâce auquel la population choisira le régime qui lui semble le plus adapté. Déjà, l'appel au boycott des élections municipales lancé par le mouvement de l'insubordination civique a entraîné une abstention de 93 %. Les pseudos élections de février seront l'occasion de faire encore mieux. Malgré les falsifications, le régime sait qu'il est perdu et nous savons que nous avons gagné, nous voulons que les Français nous soutiennent.

Claudia Rosett



Ancienne membre du comité éditoriale du *Wall Street Journal*, Claudia Rosett est membre de la

« Faire chuter ce régime »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Tear Down This Regime », par Claudia Rosett, *Wall Street Journal*, 11 février 2004.

En 1987, Ronald Reagan appelait à la chute du Mur lors d'un discours à Berlin ouest où il interpellait M. Gorbatchev. Il avait avec lui le poids de notre puissance militaire, mais surtout celui de nos principes. Deux ans plus tard, le Mur tombait. On devrait souhaiter que George W. Bush agisse de la même façon avec la Corée du Nord, mais bientôt les discussions à six où Kim Jong Il sera

Foundation for the
Defense of Democracies
et de l'Hudson Institute.

l'invité d'honneur et sera cajolé vont reprendre. Elles aboutiront sans doute à une proposition d'accord de sécurité et d'aide économique de la part de Washington en échange de la promesse nord-coréenne d'abandonner un programme d'armement nucléaire que Pyongyang avait déjà promis d'arrêter il y a dix ans.

Il faut pourtant se souvenir les actes diplomatiques les plus adroits sont parfois non-diplomatiques. Le message de Reagan en 1987 n'était pas destiné qu'aux dirigeants soviétiques, mais aussi aux populations qui ont fait tomber le Mur et abattu l'empire. Or, à l'époque, Ronald Reagan était confronté à une puissance qui avait de nombreux missiles nucléaires et missiles à longue portée.

M. Bush doit appliquer en Corée du Nord les principes de démocratisation qu'il a mis en place au Proche-Orient, pas négocier et demander l'aide de la Chine. Il faut cesser de nous demander ce que nous pourrions faire pour régler le problème, c'est à la Corée du Nord de prouver son intégrité, pas le contraire. Ce pays a un gouvernement atroce qui a causé la mort de deux millions de personnes par la faim. Si nous envoyons de la nourriture, elle sera volée et le gouvernement ne changera pas. Nous ferions mieux d'envoyer les œuvres d'Adam Smith, de Friedrich Hayek ou de Milton Friedman, avec un catalogue de chez Sears et un exemplaire de la constitution états-unienne. Il faudra proposer des endroits où Kim Jong Il pourra partir s'il quitte le pouvoir et entamer les discussions à six en abordant la question des Droits de l'homme. Nous devons aussi accroître le temps de diffusion du programme coréen de Radio Free Asia.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité* :

« Il n'est pas question des colonies »

Source : Jerusalem Post

Référence : « It's not about settlements », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 11 février 2004.

Sharon a rompu avec des décennies de sa propre histoire en déclarant son intention de retirer toutes les habitations israéliennes de la bande de Gaza et certaines de Cisjordanie. Agir ainsi soulève la question essentielle du poids des « colonies » dans les relations israélo-palestiniennes.

Beaucoup d'analystes considèrent que ces colonies sont le principal obstacle à la paix, or je le conteste. Cette affirmation repose en effet sur la croyance que les Palestiniens veulent seulement obtenir le contrôle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, mais tout laisse à croire que les Palestiniens veulent aller encore plus loin et ils verraient dans ce retrait un encouragement et un signe de la vulnérabilité d'Israël. Ils demanderont alors de contrôler Jérusalem, puis Tel-Aviv et Haïfa.

En outre, si Israël parvient à un accord avec les Palestiniens, cela passera par une reconnaissance de la souveraineté juive sur Israël et cela n'induit pas un départ des juifs vivant dans Gaza ou en Cisjordanie.

Le maintien des habitations juives peut passer par un accord sur le caractère non-contigu de l'État juif ou par un contrôle palestinien de ces territoires où

les marionnettistes de Washington ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

vivraient des juifs. Pour cela il faut un changement d'état d'esprit des Palestiniens.

Yossi Beilin

Yossi Beilin est ancien ministre de la Justice israélien et l'un des principaux négociateur des accords de Genève.

« La mauvaise sortie de Gaza »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The wrong exit from Gaza », par Yossi Beilin, *International Herald Tribune*, 11 février 2004.

Les travaillistes israéliens ont apporté leur soutien à l'annonce par **Ariel Sharon** d'un retrait unilatéral de la bande de Gaza et de l'abandon des colonies s'y trouvant. Il est effectivement difficile de ne pas applaudir la fin de l'occupation de l'aire palestinienne la plus peuplée de la région, mais cet enthousiasme ne doit pas nous faire oublier qu'il faut que ce retrait entre dans le cadre d'un accord pour un statut permanent.

En se retirant unilatéralement, **Ariel Sharon** discrédite les Palestiniens pragmatiques avec qui il aurait pu négocier ce retrait. En outre, en se retirant des territoires seuls, Sharon prend le risque de ne pas voir reconnaître les nouvelles frontières, ce qui ne résoudra rien et pourrait même intensifier le conflit car, après l'échange avec le Hezbollah, cela valorisera encore les extrémistes.

Il faut donc plutôt faire un accord qui se fonderait sur le plan prévu par la « feuille de route » ou l'accord de Genève. Cela permettrait de démontrer qu'il y a une direction pragmatique palestinienne et cela la renforcerait. Sharon devrait entamer des négociations où il offrirait un retrait de Gaza dans le cadre d'un accord.

La droite a mis trop de temps à comprendre qu'il n'y avait pas d'intérêt à rester à Gaza. Maintenant, elle ne doit pas le faire avec résignation et sans accord.